



Perspectives chinoises

2016/2 | 2016

Quel ordre international veut la Chine ?

Eilo W. Y. Yu et Ming K. Chan (éds.), *China's Macao Transformed: Challenge and Development in the 21st Century*

Hong Kong, City University of Hong Kong Press, 2014, 412 p.

Éric Sautédé



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7400>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2016

Pagination : 77-78

ISBN : 979-10-91019-19-4

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Éric Sautédé, « Eilo W. Y. Yu et Ming K. Chan (éds.), *China's Macao Transformed: Challenge and Development in the 21st Century* », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2016/2 | 2016, mis en ligne le 15 juin 2016, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7400>

mente un ensemble d'indicateurs économiques relatifs aux inégalités, ce qui permet de montrer en quoi le système de protection sociale est jugé insuffisant.

Les quatrième et cinquième chapitres présentent l'historique des réformes qui influent sur le système de protection sociale en Chine. Joe Leung et Yuebin Xu présentent dans un premier temps la distinction entre assurance sociale et assistance sociale. Outre l'assurance chômage, d'accident du travail et la maternité, les auteurs mettent largement l'accent sur les programmes d'assurance de soins de santé ainsi que la mise en place de pensions pour les personnes âgées qui représentent une part croissante de la population. Il existe des différences structurelles, d'origine historique, entre les zones rurales et les zones urbaines. De ce fait, les auteurs ont scindé leur présentation en se focalisant d'une part, sur l'évolution des réformes dans les espaces urbains et dans la partie suivante, en analysant la situation rurale et ses enjeux. Il est important de noter la place croissante de la situation des migrants dans les réformes mises en place. La prise de conscience politique de la nécessité d'adapter certaines politiques publiques afin de prendre en compte ces populations migrantes en ville transcende les simples mesures de contrôle et gestion de population qui avaient lieu jusqu'alors. On assiste à une préoccupation croissante pour l'offre de services, notamment pour les soins médicaux et le vieillissement. Les chiffres mis en évidence par Leung et Xu montrent toutefois les difficultés rencontrées sur le terrain de ces réformes. Tout au long de la présentation apparaît la complexité du système jonglant avec une volonté de limiter les dépenses publiques tout en proposant un programme de protection sociale dans un contexte d'émergence d'un marché concurrentiel des soins. Dit autrement, l'État central promeut à la fois une plus grande autonomie des acteurs et une plus grande diversité des offreurs (public, privé, mixte) avec l'objectif d'améliorer la qualité offerte, tout en ayant comme autre objectif l'intégration des plus démunis et des plus pauvres dans le système. Ce double objectif déjà compliqué est soumis à une contrainte financière forte : le pourcentage en PIB des dépenses globales en bien-être social est décidé ex ante. Et tout ceci prend place dans un contexte de décentralisation du système de protection sociale.

Le sixième chapitre s'intéresse à toutes les formes de maisons de retraite et de maisons de repos. Les auteurs soulignent le glissement de philosophie : de la piété filiale comme unique support à la prise en charge du vieillissement à la mise en place d'un État-providence mais à la fois limité et comme second recours, conjugué à la création d'un système de retraite par capitalisation pour les générations à venir. Ils chiffrent les changements des prestations sanitaire et sociale offertes aux populations âgées et les inégalités sociales et économiques que ces prestations impliquent autant en zones rurales qu'urbaines (accessibilité financière, accessibilité géographique). En 1978, il n'existait que 7 000 résidences pour personnes âgées totalisant 100 000 résidents. Seules les personnes âgées sans autres sources d'aide et totalement démunies étaient prises en charge à titre gratuit. Actuellement, avec une population vieillissante atteignant 30 % comme à Shanghai et des niveaux de revenu très hétérogènes, un grand nombre de réformes se sont imposées, notamment en élargissant le marché jugé insuffisant à des acteurs publics comme privés dans le but d'une amélioration en quantité et en qualité de l'offre sanitaire et sociale.

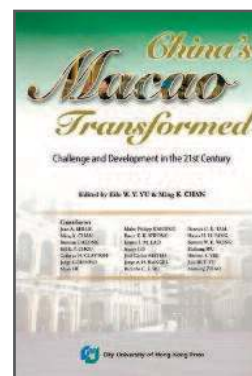
Le septième chapitre se distingue des autres parties en présentant une forme de structure entrepreneuriale particulière : les entreprises agissant dans le domaine de la protection sociale incluant les organisations non gouvernementales, ou encore les travailleurs sociaux indépendants ou presta-

taires de services dans le domaine social ou en santé. Comme souligné par les auteurs, il y a une contradiction forte dans les décisions prises par l'État entre les contraintes imposées à ces structures et la conscience politique d'un vrai besoin social de leur présence plus massive, notamment de par le vieillissement de la population et la nécessité de gestion des conflits sociaux. Ceci pourrait amener à redéfinir la relation entre ces deux acteurs qui jusqu'ici se manifeste avant tout par une forte interdépendance (financière et juridique).

Les auteurs montrent ainsi dans le détail l'évolution des réformes du système de protection sociale en Chine, le développement d'un système d'offre orienté vers le marché et une vue panoramique des mutations de la demande de bien-être social. En mobilisant une profusion de sources officielles et d'articles scientifiques, cet ouvrage fait apparaître les grands succès des réformes dont la mise en place d'une assurance publique universelle couvrant la quasi-totalité de la population. Il fait toutefois état d'un paysage fragmenté du système d'assistance et de protection sociales, marqué par la délégation de l'application des réformes aux provinces qui n'ont pas les ressources correspondantes et un État central donnant les directives politiques et l'apport financier. Joe Leung et Yuebin Xu s'interrogent en conclusion sur la gestion future des inégalités et leurs répercussions économiques.

Cet ouvrage, solidement documenté, offre une contribution inestimable à toute personne désireuse d'avoir une vision d'ensemble et complète du bien-être social en Chine.

■ Carine Milcent, chercheur CNRS à Paris-Jourdan Sciences Économiques (PSE), est en affectation au CEFC depuis le 1^{er} septembre 2014 (cmilcent@gmail.com).



Eilo W. Y. Yu et Ming K. Chan (éds.),
China's Macao Transformed:
Challenge and Development in
the 21st Century,
Hong Kong, City University of Hong Kong Press, 2014, 412 p.

ÉRIC SAUTEDÉ

Les publications qui s'intéressent aux questions politiques à Macao, quelle que soit leur langue, sont assez rares, et les bons ouvrages dans ce registre le sont davantage encore. Au moins trois grandes raisons peuvent expliquer ce manque de prodigalité universitaire. Tout d'abord, la Région administrative spéciale (RAS) de Macao est exiguë – 650 000 habitants répartis sur un peu plus de 30 km² – et n'attise donc pas les curiosités, cela d'autant plus que son « exemplarité » dans la perspective plus large de l'évolution de la Chine est perçue comme marginale et passe à l'évidence au second plan par rapport à l'intérêt porté à la RAS de Hong Kong et à son développement politique ô combien plus sophistiqué, festif et stimulant. Ensuite, l'on considère généralement que depuis 1967, dans la foulée de l'incident du « 12.3 », l'espace du politique, même au temps de l'adminis-

tration coloniale portugaise, a été docilement assujéti aux vues de Pékin quant à son avenir. Toute publication s'agissant de Macao ne serait alors qu'une simple mise à jour des registres de la soumission – un exercice à espacer dans le temps si l'on veut éviter les redites. Enfin, les enquêtes originales et les données solides, lorsqu'elles existent ou qu'elles sont simplement financées, s'excluent bien souvent les unes les autres : les recherches en sciences sociales initiées et financées par le gouvernement sont rarement rendues public et font souvent la part belle aux commentaires élogieux ou, au contraire, à des descriptions aussi peu analytiques que rébarbatives ; à l'inverse, les travaux plus critiques, lorsqu'ils s'appuient sur des enquêtes de première main fécondes, se focalisent généralement sur des enjeux aussi étroits que segmentés.

Le volume publié aux presses de la City University of Hong Kong se pose en quelque sorte en contrepoint de ces perspectives réductrices et montre que Macao constitue en réalité un formidable laboratoire pour les sciences sociales en soi, mais également au sein de « l'arbre vivant » de la sinité, pour reprendre l'expression de Tu Weiming. Macao l'est aussi en tant qu'incarnation de la formule « un pays, deux systèmes », et plus largement en tant que forme de « souveraineté territoriale partielle ». La lecture de cet ouvrage s'impose donc à quiconque s'intéresse à Macao. Et puisque c'est un collectif, l'on peut aisément choisir de ne lire que certains chapitres, en fonction de son propre intérêt et des perspectives présentées : les 15 contributions réparties en quatre grandes sections (les classiques politique, socio-économique, socio-culturelle et relations extérieures) sont en effet précédées d'une partie introductive aussi longue (105 pages) que contrastée (quatre auteurs). Pour ne prendre qu'un exemple, le remarquable dernier chapitre écrit par Cathryn Clayton et intitulé « Macao Local, Macao Global » vient conclure cette somme en offrant une puissante réflexion sur le caractère « hybride » du Macao d'aujourd'hui, une interrogation ô combien stimulante pour toute recherche centrée sur les effets de la mondialisation ou sur les processus de construction des identités.

Il faut donc tout d'abord insister sur les grands mérites de l'ouvrage : en premier lieu parce qu'il résulte de nombreux séminaires et conférences organisés à partir de 2009 à Lisbonne, au Canada, à Hong Kong et Macao, et en second parce qu'il s'impose comme l'une des rares publications en anglais – sinon la seule – vraiment universitaire parue en 2014 à l'occasion du 15^e anniversaire de l'établissement de la RAS. À une époque qui pêche souvent par son penchant excessif pour la commémoration festive de tout et de rien, ce simple fait mérite d'être souligné et consacre le caractère estimable du projet.

Cependant, la nature collective de l'ensemble, comme souvent pour ce genre d'entreprise, n'est pas exempte de défauts, lesquels méritent d'être relevés. Bien que l'on ne puisse pas vraiment reprocher au livre son manque d'exhaustivité, plusieurs carences importantes sont apparentes : si le chapitre écrit par Bill Chou sur la réforme du secteur public est bien abouti, il aurait gagné à être complété par une contribution sur les services publics ; s'agissant des relations extérieures, la place de Macao dans les organisations internationales et sa participation dans certains accords et engagements internationaux auraient justifié une plus grande attention, et la relation privilégiée avec l'Europe dépasse largement la relation avec le Portugal et les pays lusophones, bien que l'essai de José Carlos Matias sur ce point précis soit exhaustif, à l'instar de ses contributions dans d'autres volumes. Les ouvrages collectifs sont en général constitués de contributions assez disparates, en taille et en qualité, et malheureusement celui-ci n'échappe pas à cette faiblesse habituelle. Le chapitre consacré à la réforme politique est écrit par un professeur de droit, et sa brièveté n'a d'égal que son manque

de perspectives analytiques et son caractère empesé. Le chapitre dédié aux relations clientélistes et aux élections – une dimension essentielle de la politique à Macao – n'apporte rien de neuf (les associations de clans auraient dû faire l'objet d'une section entière) et ignore complètement les apports de publications précédentes, telles que celles d'Annie Lee Shuk-ping ou de Lam Wai-man. L'un des chapitres sur l'identité dans la partie socio-culturelle s'appuie sur des données très incomplètes et aboutit ainsi à des extrapolations nébuleuses voire parfois franchement fantasques, tout en mélangeant les transcriptions en cantonais et en mandarin sans jamais que cela soit justifié – le nom du cousin du Chef de l'exécutif est ainsi d'ordinaire transcrit Chui Sai Peng et beaucoup plus rarement Cui Shiping, en *pinyin*, mais jamais Chui Shiping !

Néanmoins, la plupart des essais qui constituent ce volume sont d'une facture remarquable, à commencer par l'introduction d'Eilo Yu, laquelle est une belle exploration – courageuse, stimulante et bien argumentée – des éléments de faillite de la formule « un pays, deux systèmes » à Macao, et ce bien que l'auteur continue d'être persuadé qu'il n'est jamais trop tard pour corriger les erreurs du passé. Viennent ensuite plusieurs chapitres qui, par ordre d'apparence, méritent d'être distingués pour leur qualité ou leur originalité : tel est le cas de la contribution d'Herbert Yee qui nous renseigne ainsi sur les mises à jour de l'exercice effectif de l'arrangement « un pays, deux systèmes » ; de l'examen renouvelé du « capitalisme casinotier » par Sonny Lo ; de l'exposition méticuleuse du modèle de cette économie des casinos produite par Ricardo Siu et Miao He ; de l'examen attentif des contraintes qui pèsent sur la liberté académique en milieu universitaire proposé par Hayes Tang ; de la très complète analyse de l'interaction entre protection du patrimoine, tourisme et aménagement de la ville sous la plume de Derrick Tam ; de l'approche singulière de Minxing Zhao s'agissant des avoirs nord-coréens transitant par Macao et comment l'affaire de la Banco Delta Asia peut être comprise comme la parfaite et néanmoins créative illustration du proverbe chinois « tordre le cou du poulet pour faire peur aux singes » ; et enfin du chapitre de clôture de Cathryn Clayton, déjà mentionné, qui développe un possible fil conducteur narratif pour rendre intelligible une identité locale, à la fois passive et active, confrontée aux forces de la mondialisation.

À dire vrai, même la longue partie introductive, par delà l'amorce mordante d'Eilo Yu, requiert une lecture attentive. C'est en effet trois perspectives très différentes, pour ne pas dire contradictoires, qui nous aiguillonnent vers le reste de l'ouvrage : un universitaire devenu grand commis d'État souligne dans un premier temps les réussites formidables des 15 dernières années tout en imputant partiellement la responsabilité des difficultés actuelles à l'héritage de l'ancienne administration coloniale – et cela, tout en insistant à multiple reprises sur le caractère « harmonieux » de la société à Macao ; un ancien numéro deux de l'administration coloniale portugaise devenu chef d'établissement d'un institut éducatif fait au contraire l'apologie de cet héritage et souligne que c'est le modèle « d'accommodation » qui a permis le succès de la transition, tout en précisant que c'est le développement effréné de ces dernières années qui met en danger l'identité singulière du territoire – quelle qu'elle soit ; et enfin et surtout, le long essai de Ming K. Chan parvient à réconcilier ces deux approches en proposant une réflexion méditative sur le temps long de l'histoire de Macao confronté à des défis présents de « surdéveloppement ». À n'en pas douter, une approche diverse et contrastée sur ce qui fait Macao aujourd'hui.

■ Éric Sautédé est chercheur associé au CEFC (esautede@gmail.com).